

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

3 JUILLET 1980

PROJET DE LOI

instituant une Commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale

PROPOSITION DE LOI

créant la fonction de commissaire royal à la réforme globale de la sécurité sociale

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE (1)
PAR M. LENSSENS

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Brasseur.

A. — Membres : MM. De Mey, Deneir, Mlle De Weweire, MM. Hiance, Langendries, Lenssens, Marchal, Marc Olivier, Mathieu Rutten, Mme Smet. — MM. Gondry, Leburton, Nyffels, Onkelinx, Perdieu, Van Acker, Vandenhove. — MM. Flamant, Maistriaux, Pierard, Van Renterghem. — M. Brasseur. — M. Valkeniers.

B. — Suppléants : MM. Breyne, Cardoen, Coppieters, Desutter, Robert Devos, Liénard, Marchand, Schyns, Van den Brande, Vankeirsbilck, Verhaegen. — Mme Adriaensens épouse Huybrechts, MM. Delhaye, Delizée, Hancké, Jandrain, Leclercq, Mangelschots, Vanderheyden. — MM. Colla, De Cordier, Kubla, Pans, Sprockeels. — MM. Fiévez, Moreau. — MM. Anciaux, Van Grembergen.

Voir :

419 (1979-1980) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendement.
- N° 3 : Rapport.
- N° 4 : Amendements.

301 (1979-1980) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

3 JULI 1980

WETSONTWERP

tot instelling van een Koninklijke Commissie ter voorbereiding van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de wetgeving met betrekking tot de sociale zekerheid

WETSVOORSTEL

houdende instelling van het ambt van koninklijk commissaris voor de globale hervorming van de sociale zekerheid

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS
DE COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING
EN HET SOCIAAL BELEID (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER LENSSENS

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Brasseur.

A. — Leden : de heren De Mey, Deneir, Meij. De Weweire, de heren Hiance, Langendries, Lenssens, Marchal, Marc Olivier, Mathieu Rutten, Mevr. Smet. — de heren Gondry, Leburton, Nyffels, Onkelinx, Perdieu, Van Acker, Vandenhove. — de heren Flamant, Maistriaux, Pierard, Van Renterghem. — de heer Brasseur. — de heer Valkeniers.

B. — Plaatsvervangers : de heren Breyne, Cardoen, Coppieters, Desutter, Robert Devos, Liénard, Marchand, Schyns, Van den Brande, Vankeirsbilck, Verhaegen. — Mevr. Adriaensens echtg. Huybrechts, de heren Delhaye, Delizée, Hancké, Jandrain, Leclercq, Mangelschots, Vanderheyden. — de heren Colla, De Cordier, Kubla, Pans, Sprockeels. — de heren Fiévez, Moreau. — de heren Anciaux, Van Grembergen.

Zie :

419 (1979-1980) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 : Amendement.
- N° 3 : Verslag.
- N° 4 : Amendementen.

301 (1979-1980) :

- N° 1 : Wetsvoorstel.
- N° 2 : Verslag.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 19 juin dernier, la Chambre a décidé de renvoyer en commission le texte adopté par la commission en vue d'examiner des amendements présentés après le dépôt du rapport. Ces amendements figurent au document n° 419/4.

Discussion

Intitulé

MM. Pierard et Van Belle proposent un nouvel intitulé.

Un des auteurs renvoie à la justification qui en a été donnée mais souhaite la compléter en ajoutant, in fine du deuxième alinéa, les mots : « pour ce qui concerne la sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Il fait observer à ce propos que la réforme de la sécurité sociale doit se faire de toute urgence en raison des problèmes financiers qu'elle connaît.

Il ne peut, dès lors, être créé de malentendu en ne prévoyant pas dans l'intitulé la préparation de la réforme globale comme mission principale de la Commission royale.

Un membre fait encore remarquer que le projet de loi-cadre en matière de sécurité sociale que le Gouvernement est en train de préparer ne concerne que la réforme des travailleurs salariés, alors que, d'après le texte de l'article 2 tel qu'il a été adopté le 11 juin 1980 par la commission, les mots « sécurité sociale » englobent tous les régimes. Il marque cependant son accord sur le contenu de la modification proposée et ajoute que dans la préparation d'une codification, d'une harmonisation et d'une simplification de la législation relative à la sécurité sociale il sera en pratique également question de la réforme elle-même.

Un autre membre souligne qu'il y a un malentendu si certains membres craignent que la création d'une commission royale empêchera le Gouvernement d'élaborer entre-temps des projets de réforme et de les déposer au Parlement. Il se déclare d'accord également sur la portée de la modification proposée.

Celle-ci est adoptée à l'unanimité.

Article 1

L'amendement de MM. Knoop et De Grève est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Cet article est adopté sans modification.

Art. 3

Cet article a fait l'objet de deux amendements. L'un, présenté par M. Knoop et Mme Duclos, porte le nombre d'experts des milieux universitaires et scientifiques de 4 à 10. Les auteurs visent à un équilibre dans la représentation.

Il est objecté que le problème du nombre des membres, quel qu'il soit, ne devrait pas être rediscuté; l'échange de vues à ce sujet au cours des révisions précédentes suffit.

DAMES EN HEREN,

Tijdens haar vergadering van 19 juli ll. besliste de Kamer de door de commissie aangenomen tekst (Stuk n° 419/3) opnieuw naar de commissie te verzenden ten einde na het verslag ingediende amendementen te bespreken. Deze amendementen komen voor in het stuk n° 419/4.

Bespreking

Opschrift

Een nieuwe opschrift wordt voorgesteld door de heren Pierard en Van Belle.

Een van de auteurs verwijst ter verdediging naar de verantwoording die hij evenwel wenst aan te vullen met volgende woorden in fine van de tweede alinea : « voor wat de sociale zekerheid der werknemers betreft. »

Hij merkt hierbij op dat de hervorming van de sociale zekerheid dringend moet doorgevoerd worden ingevolge de financiële problemen.

Er mag derhalve geen misverstand in het leven geroepen worden door in dit opschrift en in artikel 1 de voorbereiding van de globale hervorming niet als hoofdtak voor de Koninklijke Commissie te bepalen.

Een lid wijst er op dat het ontwerp van raamwet inzake de sociale zekerheid dat door de Regering wordt voorbereid enkel het stelsel voor werknemers betreft, waar, volgens de tekst in artikel 2 zoals hij op 11 juni 1980 aangenomen werd door de Commissie, onder « sociale zekerheid » alle stelsels moeten worden verstaan. Hij verklaart zich evenwel akkoord met de inhoud van de voorgestelde wijziging en voegt er aan toe dat men bij die voorbereiding van een codificatie, harmonisatie en vereenvoudiging van de wetgeving inzake de sociale zekerheid in de praktijk toch ook de hervorming zelf ter sprake zal komen.

Een ander lid merkt op dat er een misverstand is indien sommigen leden vrezen dat de instelling van een Koninklijke Commissie zou beletten dat de Regering intussen hervormingsontwerpen zou opstellen en indienen bij het Parlement. Ook hij verklaart zich akkoord met de strekking van de voorgestelde wijziging.

Zij wordt aangenomen.

Artikel 1

Het amendement van de heren Knoop en De Grève wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Dit artikel wordt ongewijzigd aangenomen.

Art. 3

Twee amendementen werden ingediend. Het ene door de heer Knoop en Mevr. Duclos, verhoogt het aantal deskundigen uit de academische en wetenschappelijke kringen van 4 tot 10. De auteurs streven naar evenwicht in vertegenwoordiging.

Er wordt geopperd dat het probleem van het aantal leden, welke dan ook, niet opnieuw ter discussie zou mogen komen; in vorige vergaderingen is daarover vol-

Cette thèse est appuyée par un autre membre qui se réfère aux articles 5 et 9, lesquels traitent à suffisance de la question des compétences et d'un éventuel renforcement ou d'une aide logistique.

Il est, d'autre part, exact que la Commission en question ne peut avoir des structures trop lourdes. Ceci pourrait en effet entraver son fonctionnement. L'amendement est retiré.

L'autre amendement, présenté par MM. Pierard et De Grève, tendant à prévoir un président adjoint et vise également, ainsi qu'il résulte de la justification, à un équilibre linguistique dans la présidence.

A la question de savoir s'il faut faire une distinction entre « président adjoint » et « vice-président », l'auteur répond que l'on pourrait tout autant employer le terme « co-président ». C'est une simple question de terminologie.

Un membre estime qu'il serait bon que le co-président soit d'un rôle linguistique différent de celui du président.

Un membre estime que la communautarisation des « présidents » pourrait être étendue à toute la Commission.

Il est en effet de peu d'importance qu'il y ait plus de francophones que de néerlandophones, ou inversement. Il s'agit d'une Commission plutôt technique ayant pour mission de préparer la réforme de la sécurité sociale, qui, en tout cas, reste une matière nationale. Il est opportun, également en ce qui concerne l'autorité de la Commission royale, de s'en tenir à un seul président.

Cette thèse est appuyée par un autre membre qui voit dans la formule de deux co-présidents une source de difficultés pour ce qui concerne les périodes de résidence, bien qu'il faille admettre que le président peut se trouver dans l'impossibilité de remplir sa tâche pendant un certain temps par suite de maladie ou pour toute autre raison.

Un autre membre encore partage cette opinion et demande que les amendements soient retirés par leurs auteurs.

Se basant sur le fait qu'un règlement d'ordre intérieur peut apporter une solution à ses objections, le deuxième amendement est retiré.

Le principe en est cependant repris par M. Moreau qui propose, par voie d'amendement, « un vice-président d'un autre régime linguistique ».

Pour justifier son amendement, l'auteur fait observer qu'il convient que la commission puisse fonctionner également en cas d'empêchement du président. Il y a lieu, en outre, de permettre aux différences de conception ou de sensibilité qui peuvent exister dans chacune de nos communautés de s'exprimer à tous les niveaux.

L'amendement ainsi que l'article tel qu'il a été modifié sont adoptés par 7 voix contre 5.

Art. 4

L'amendement de Mme Duclos et de M. Cornet d'Elzies attribue également au vice-président les tâches spécifiques du président. Il est rejeté à l'unanimité. L'article est adopté.

Art. 5

L'amendement de MM. Cornet d'Elzies et Sprockeels complète le texte afin que la mission de la commission soit organisée en tenant compte de la législation C. E. E. et de la législation des Etats membres de la C. E. E.

doende van gedachten gewisseld. Deze stelling wordt gesteund door een ander lid dat verwijst naar de artikelen 5 en 9 waar bevoegdheden en eventuele versterking of logistieke steun voor de Commissie voldoende aan bod komen.

Anderzijds is het een feit dat de Commissie in kwestie niet te zwaar mag uitgebouwd worden. Dit zou hinderlijk kunnen blijken voor haar werking. Het amendement wordt ingetrokken.

Het ander amendement, ingediend door de heren Pierard en De Grève, strekt er toe een adjunct-voorzitter te voorzien en streeft ook, zoals blijkt uit de verantwoording, naar taalevenwicht in het presidium.

Op de vraag of een onderscheid gemaakt wordt tussen « adjunct-voorzitter » en « ondervoorzitter », antwoordt de auteur dat « co-voorzitters » evengoed kan gebruikt worden. Het is slechts een terminologisch gebruik.

Dat de co-voorzitter van een ander taalstelsel zou zijn als de voorzitter, vindt een lid goed.

Een lid meent dat de communautarisatie van de « voorzitters », zou kunnen doorgetrokken worden tot de ganse Commissie.

Het heeft nauwelijks enig belang dat er meer Franstaligen dan Nederlandstaligen, of omgekeerd, zouden zijn. Het gaat immers om een eerder technische Commissie die de hervorming van de sociale zekerheid moet voorbereiden, die in elk geval een nationale materie blijft. Het is opportuun, ook voor de autoriteit van de Koninklijke Commissie, het te houden bij één voorzitter.

Deze stelling wordt door een ander lid bijgetreden dat betoogt dat hij in de formule van co-voorzitters moeilijkheden ziet qua periodes van voorzitterschap, alhoewel moet toegegeven worden dat de voorzitter door ziekte of andere redenen gedurende bepaalde tijd kan verhinderd zijn.

Nog een ander lid is dezelfde mening toegedaan en vraagt dat de amendementen worden ingetrokken.

Op grond van het feit dat een reglement van inwendige orde die bezwaren kan opheffen, wordt het tweede amendement ingetrokken.

Het principe wordt echter door de heer Moreau overgenomen, die « een ondervoorzitter van een ander taalstelsel » bij wijze van amendement voorstelt.

Ter verantwoording merkt de auteur op dat de Commissie ook bij verhindering van de voorzitter, moet kunnen verder werken. Daarenboven moet gestreefd worden de verschillen in opvatting of aanpak in het vlak van beide gemeenschappen op alle niveaus aan bod te laten komen.

Dit amendement alsmede het gewijzigd artikel worden aangenomen met 7 tegen 5 stemmen.

Art. 4

Het amendement van Mevr. Duclos en de heer Cornet d'Elzies draagt de specifieke taken van de voorzitter eveneens op aan de ondervoorzitter. Het wordt eenparig verworpen. Het artikel wordt aangenomen.

Art. 5

Het amendement van de heren Cornet d'Elzies en Sprockeels vult de tekst aan ten einde bij de opdracht van de commissie rekening te houden met de E. E. G.-wetgeving en de wetgeving van de E. E. G.-Lidstaten.

Un membre fait remarquer que le texte de la commission a une portée plus étendue que celui du présent amendement; une énumération limite, en effet, les options et le contenu.

Il souligne qu'il y a lieu d'interpréter le contenu de l'article 5 dans un sens large, de façon à ce que l'objectif de l'amendement puisse être réalisé. L'amendement est ensuite retiré.

L'article est adopté.

Art. 6

Deux amendements font l'objet de la discussion :

a) MM. Knoops et Cornet d'Elzies s'opposent à toute prolongation de la mission de la commission.

Il y a quelque temps, on a, en effet, pu constater qu'il existait 200 commissions dont $\frac{1}{4}$ seulement fournissait encore un travail effectif. Cet amendement tend à éviter que cette commission n'aille elle aussi rejoindre les nombreux organismes devenus inutiles. Les Chambres peuvent d'ailleurs décider de prolonger son existence si cela se justifie.

Un membre souligne le contact qui s'est établi entre certains membres de la commission et les auteurs qui ont déposé la proposition au Sénat. Ces derniers n'étaient pas entièrement partisans du calendrier proposé, mais ont quand même accepté le texte à titre de compromis. Si l'on se réfère à l'exemple de la réforme du Code judiciaire, le compromis proposé s'avère réaliste en ce qu'il prévoit la possibilité de prolonger, pour des motifs justifiés, le délai fixé.

Après s'être référé à la discussion précédente de cet article, l'auteur retire son amendement et insiste une nouvelle fois pour que soit maintenue la date prévue (31 décembre 1982).

b) L'autre amendement, présenté par Mme Duclos et M. Cornet d'Elzies, tend à supprimer le dernier alinéa. Dans la justification il est précisé que ce n'est pas le rôle d'une commission technique de prendre certaines options politiques.

Le texte disant clairement que la commission peut « soumettre certaines options politiques à prendre » et ne prend pas elle-même les options, un membre demande de retirer l'amendement.

Mis aux voix, ce dernier est rejeté par 11 voix et une abstention.

L'article est adopté.

Art. 7

Cet article est adopté sans modification.

Art. 8

MM. Vreven et Knoops ont présenté un amendement tendant à remplacer le texte de cet article.

Cet amendement vise la parité linguistique dans la commission.

Un membre défend le maintien de l'article 8, moyennant l'adaptation nécessaire en insérant les mots « le vice-président » après les mots « le président », conformément au texte modifié de l'article 3.

Een lid wijst er op dat de tekst van de commissie ruimer is dan het voorliggende amendement; een opsomming beperkt immers de opties en de inhoud.

Na erop gewezen te hebben dat de inhoud van artikel 5 ruim dient te worden geïnterpreteerd zodat de bedoeling van het amendement kan verwezenlijkt worden, wordt het amendement ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen.

Art. 6

Twee amendementen liggen ter discussie :

a) De heren Knoops en Cornet d'Elzies verzetten zich tegen de verlenging van de opdracht van de commissie.

Enkele tijd terug kwam men tot de vaststelling dat ongeveer 200 commissies bestonden, waarvan slechts $\frac{1}{4}$ nog effectief werk leverde. Door dit amendement wordt vermeden dat ook deze commissie tot een van die vele nutteloos geworden instellingen zou behoren. Anderzijds kunnen de Kamers nog altijd beslissen om de levensduur te verlengen wanneer gegronde redenen hiervoor aanwezig zijn.

Een lid wijst op het contact dat er geweest is tussen sommige commissieleden en de indieners van het oorspronkelijk wetsvoorstel in de Senaat. Met de voorgestelde « timing » waren deze laatste het niet volledig eens maar hebben de tekst aanvaard als compromis. Wanneer men een voorbeeld neemt aan de hervorming van het Gerechtelijk Wetboek, is het voorgestelde compromis realistisch. Hier wordt in de mogelijkheid voorzien, om wegens gegronde redenen, de vastgelegde termijn te verlengen.

Na verwijzing naar de vorige bespreking van dit artikel, trekt de auteur zijn amendement in en drukt nogmaals op het aanhouden van de gestelde datum (31 december 1982).

b) Het ander amendement, ingediend door Mevr. Duclos en de heer Cornet d'Elzies, strekt ertoe het laatste lid weg te laten. In de verantwoording wordt gesteld dat het niet de taak is van een technische commissie bepaalde politieke maatregelen te nemen.

Aangezien in de tekst duidelijk staat dat de Commissie « te nemen politieke opties voorlegt » en niet zelf de opties neemt, vraagt een lid om het amendement in te trekken.

Ter stemming gelegd, wordt het amendement verworpen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen.

Art. 7

Dit artikel wordt ongewijzigd aangenomen.

Art. 8

De heren Vreven en Knoops hebben een amendement ingediend dat ertoe strekt de tekst van dit artikel te vervangen.

Het doelt op taalpariteit in de commissie.

Een lid verdedigt het behoud van artikel 8, mits de nodige aanpassing door toevoeging van de woorden « de onder-voorzitter » na de woorden « voorzitter », conform de gewijzigde tekst van artikel 3.

En ce qui concerne la représentation politique, on peut lire le rapport précédent concernant la discussion de l'article 8. Le texte français, à la page 9, doit d'ailleurs être corrigé : remplacer au premier alinéa le mot « linguistiques » par « politiques ». Les groupes politiques reflétant plus ou moins une répartition des rôles linguistiques, la volonté de respecter la parité linguistique sera d'ailleurs déjà suffisamment réalisée.

L'amendement est rejeté par 11 voix et une abstention, tandis que l'article 8 est adopté à l'unanimité sous réserve de l'adaptation susmentionnée.

Art. 9

Il résulte de cet article qu'il ne faut pas engager de nouveaux fonctionnaires pour le secrétariat.

L'article est adopté.

Finalement le projet de loi, tel qu'il figure ci-après, est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

J. LENSSENS

Le Président,

G. BRASSEUR

Wat de politieke vertegenwoordiging betreft kan men het vorig verslag lezen bij de bespreking van artikel 8. De Franse tekst op bladzijde 9 moet trouwens verbeterd worden : in de eerste alinea het woord « linguistiques » vervangen door « politiques ». Daar de politieke groepen min of meer een verdeling van de taalregimes weerspiegelen, zal trouwens reeds voldoende aan de bekommernis inzake taalpariteit voldaan worden.

Het amendement wordt verworpen met 11 stemmen bij 1 onthouding en artikel 8 wordt mits bovenvermelde aanpassing, unaniem aangenomen.

Art. 9

In dit artikel komt tot uiting dat er geen nieuwe ambtenaren moeten aangeworven worden voor het secretariaat.

Het artikel wordt aangenomen.

Tenslotte wordt het wetsontwerp, zoals het hierna voorkomt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

J. LENSSENS

De Voorzitter,

G. BRASSEUR

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

(Nouvel intitulé)

Projet de loi instituant une Commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la sécurité sociale dans le cadre de la réforme globale de cette législation

Article 1

Il est institué une Commission royale chargée de la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale dans le cadre de la réforme globale de la sécurité sociale.

Art. 2

§ 1. Par sécurité sociale, l'on entend :

- 1) la sécurité sociale des travailleurs salariés;
- 2) le statut social des indépendants;
- 3) la sécurité sociale du personnel du secteur public;
- 4) les régimes légaux des prestations garanties.

§ 2. Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 3

La Commission est composée d'un président, d'un vice-président appartenant à un régime linguistique différent, de quatre experts appartenant aux milieux académiques et scientifiques, de douze membres des Chambres législatives et d'autant de membres suppléants, de dix représentants choisis paritairement au sein, d'une part, des organisations représentatives des travailleurs et, d'autre part, des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs indépendants, et d'autant de membres suppléants.

Art. 4

Le président élabore des textes à soumettre à l'examen de la Commission. Il établit un rapport contenant un avant-projet de Code de la sécurité sociale, accompagné d'un exposé des motifs et d'un rapport des travaux de la Commission. Il dirige le secrétariat de la Commission.

Art. 5

La Commission peut organiser toutes les auditions qu'elle juge utiles à la réalisation de ses objectifs.

Art. 6

Le rapport final sera transmis aux Chambres législatives ainsi qu'au Gouvernement au plus tard le 31 décembre 1982.

La Commission pourra déposer des rapports intérimaires ou partiels avant cette date.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

(Nieuw opschrift)

Wetsontwerp tot instelling van een Koninklijke Commissie ter voorbereiding van de codificering, de harmonisering en de vereenvoudiging van de sociale zekerheid in het kader van de algemene hervorming van die wetgeving

Artikel 1

Er wordt een Koninklijke Commissie ingesteld, belast met de codificering, de harmonisering en de vereenvoudiging van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid in het kader van de algemene hervorming van de sociale zekerheid.

Art. 2

§ 1. Onder sociale zekerheid wordt verstaan :

- 1) de sociale zekerheid der werknemers;
- 2) het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 3) de sociale zekerheid van het overheidspersoneel;
- 4) de wettelijke stelsels van gewaarborgde uitkeringen.

§ 2. Deze opsomming is niet beperkend.

Art. 3

De Commissie bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter van een ander taalsysteem, vier deskundigen uit de academische en wetenschappelijke kringen, twaalf leden van de Wetgevende Kamers en evenveel plaatsvervangende leden, en tien vertegenwoordigers die op paritaire wijze moeten gekozen worden uit enerzijds de representatieve organisaties van werknemers en anderzijds de representatieve organisaties van werkgevers en van zelfstandigen, alsmede evenveel plaatsvervangende leden.

Art. 4

De voorzitter ontwerpt teksten die ter bespreking voorgelegd worden aan de Commissie. Hij stelt een verslag op houdende een voorontwerp van Wetboek van sociale zekerheid met een memorie van toelichting en een verslag over de werkzaamheden van de Commissie. Hij heeft de leiding van het secretariaat van de Commissie.

Art. 5

De Commissie kan alle hoorzittingen beleggen welke zij voor het bereiken van haar doelstellingen nuttig acht.

Art. 6

Het eindverslag wordt uiterlijk op 31 december 1982 bij de Wetgevende Kamers en bij de Regering ingediend.

De Commissie kan vóór die tijd interimverslagen of gedeeltelijke verslagen indienen.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, proroger la mission de la Commission après le 31 décembre 1982 pour le terme qu'il fixe.

La Commission peut soumettre au Parlement des problèmes concernant certaines options politiques à prendre.

Art. 7

La Commission peut requérir des Ministres ou des institutions ou services publics compétents les renseignements administratifs nécessaires.

Elle peut également faire exécuter des enquêtes pour certaines matières.

Art. 8

Le Roi nomme le président, le vice-président et les membres de la Commission et arrête leur statut.

Art. 9

Le Roi détermine les frais de fonctionnement de la Commission et la composition de son secrétariat. Il peut faire appel à des fonctionnaires de services publics existants.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de opdracht van de Commissie na 31 december 1982 verlengen voor de termijn die Hij bepaalt.

De Commissie kan aan het Parlement vraagpunten voorleggen betreffende bepaalde te nemen politieke opties.

Art. 7

De Commissie kan van de bevoegde Ministers of van de bevoegde openbare instellingen of diensten de nodige bestuurlijke inlichtingen vorderen.

Zij kan eveneens voor bepaalde materies onderzoeken laten verrichten.

Art. 8

De Koning benoemt de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Commissie en bepaalt hun statuut.

Art. 9

De Koning bepaalt de werkingskosten van de Commissie en de samenstelling van haar secretariaat. Hij kan een beroep doen op ambtenaren van bestaande openbare diensten.